

Investissement Canada—Loi

Une voix: Montrez-m'en un.

M. Nystrom: Il y en a un parmi nos vis-à-vis qui vient juste de parler. Je pense que lui et d'autres députés éprouvent un sentiment d'extrême frustration. A cause de notre système politique, ils ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent, car ils craignent le premier ministre. En fait, le premier ministre s'efforce d'imiter M. Reagan. Dans son souci de régler sa façon de gouverner sur celle du président républicain, monsieur le Président, il va même jusqu'à s'exprimer comme lui. Ces députés ne voudraient pour rien au monde mécontenter le cabinet du premier ministre, car c'en serait fait de leur chance de devenir ministre, secrétaire parlementaire ou président de comité.

[Français]

Et je comprends, monsieur le Président, que ce député du Québec soit maintenant d'accord avec moi. Il n'est pas du tout content au sujet de la direction du gouvernement de M. Mulroney; il n'est pas du tout d'accord parce que son patron, le chef du parti progressiste conservateur, parlait souvent au cours de la campagne électorale de l'importance de la création d'emplois, la création d'emplois, et maintenant le taux de chômage est exactement le même qu'il y a six, huit, neuf mois. Il reste encore dans ce pays 1.5 million de personnes en chômage. C'est la même chose maintenant que sous le gouvernement de M. Trudeau, et je sais que mon ami là-bas est très déçu avec ce gouvernement, et j'espère qu'il va parler ouvertement et fortement dans cette Chambre, monsieur le Président.

● (1630)

[Traduction]

Vous êtes, je le constate, sur le point de me rappeler à l'ordre, car je m'écarte quelque peu de la question. Cependant, j'estime important que nos vis-à-vis disent ce qu'ils pensent, qu'ils défendent le Canada et sa souveraineté, et qu'ils déclarent qu'il faut renforcer les articles qui traitent du pouvoir du ministre. Nous voulons que la population intervienne au niveau de la coordination et de la planification des investissements. C'est ce que vise cet ensemble d'amendements.

Je sais que les Canadiens veulent également que l'on élargisse la participation aux prises de décision. La principale chose que les Canadiens réclament, comme ont pu le constater mon collègue le député d'Essex-Windsor (M. Langdon) et d'autres lorsqu'ils ont parcouru notre pays d'un bout à l'autre il y a quelques mois pour les interroger sur la question des emplois, c'est de pouvoir participer davantage au processus décisionnel au niveau local. Ils veulent que le gouvernement mette l'accent sur la démocratie économique, qu'il soit davantage à l'écoute des vœux des collectivités locales, et qu'il dirige davantage l'économie en général. Ils avaient bien des critiques à formuler à l'endroit de quelques-uns des mégaprojets dont Ottawa et les grandes entreprises avaient pris l'initiative. Ils veulent que le gouvernement canadienise encore davantage notre économie. Ils veulent que les profits réalisés au Canada demeurent au Canada. Les Canadiens veulent que la recherche et le développement financés en réalité par les travailleurs de ce pays restent au Canada. La recherche et le développement sont faits en majeure partie ailleurs qu'au Canada.

Voilà ce que veulent les Canadiens et tout ce que nous disons dans cette série d'amendements et de motions, c'est qu'il faut renforcer l'influence du ministre et du gouvernement fédéral dans la prise de décisions et ne pas laisser agir le marché libre.

Je le constate partout. Dans ma province, la Saskatchewan, la population est faible. Dans les années 1930, la province était au milieu d'une forte dépression. Nous avions la sécheresse, une cote financière extrêmement mauvaise, beaucoup de pauvres, des vagabonds du rail, des tempêtes de poussière, la faim et la famine. Les citoyens de ma province décidèrent alors qu'ils devaient avoir la main haute sur leur économie et ils créèrent les syndicats du blé et les coopératives, et ils luttèrent avec acharnement pour des organismes comme la Commission canadienne du blé. Ils voulaient que le public ait plus de contrôle, plus d'autodétermination, c'est le terme qui convient le mieux, dans la façon dont l'économie de la Saskatchewan et du Canada est gérée. Ils se sont battus pour certaines de ces idées et il existe maintenant une Commission canadienne du blé qui donne une force de frappe collective aux agriculteurs, et nous avons un ministre qui exerce une forte influence sur la commercialisation des céréales au Canada. Je demande seulement qu'on donne un certain pouvoir, une certaine influence à la population, tout comme le parti libéral. Je sais que le député d'Assiniboia (M. Gustafson), qui vient d'entrer à la Chambre, est l'un des conservateurs de gauche les plus connus en Saskatchewan.

M. Gauthier: Il a été libéral autrefois.

M. Nystrom: Ce conservateur de gauche réputé de la Saskatchewan défend par exemple la Commission du blé, la parité des prix et Radio-Canada. Il le fait parce qu'il croit que tous les Canadiens devraient avoir davantage voix au chapitre quand vient le moment de choisir l'orientation économique de notre société. Si c'était lui le ministre, il n'aurait jamais présenté un projet de loi aussi fadasse; nous aurions une mesure qui permettrait au ministre d'exercer une influence réelle. Je compatis donc avec le député, car il doit trouver pénible d'avoir affaire à un gouvernement aussi conservateur. Pas étonnant qu'il se taise, car autrement il ne pourrait s'empêcher de faire des déclarations tronitruantes à la Chambre, comme l'aurait fait John Diefenbaker. Ce dernier avait une vision nationale; il défendait les intérêts du Canada et a critiqué...

[Français]

... et vous êtes d'accord sur cela, il a critiqué souvent le gouvernement libéral, le parti libéral pour être trop pro-américain, pour être trop en faveur des États-Unis.

[Traduction]

Il critiquait vertement le parti libéral pour cela, et je suis convaincu qu'il serait absolument furieux de voir un tel projet de loi s'il était encore parmi nous. Nous sommes timides et doux comme des agneaux. Je suis sûr qu'il en conviendrait. Nous craignons d'affirmer notre indépendance, et cette attitude n'est pas conforme à la tradition du parti conservateur. Historiquement, c'était un parti nationaliste, alors que le parti libéral était un parti continentaliste. Le député d'Assiniboia est sans doute d'accord avec moi, et c'est probablement la raison pour laquelle il a quitté le parti libéral et il y a longtemps pour s'inscrire au parti conservateur, sachant que John Diefenbaker défendait les intérêts du Canada. Ce projet de loi nous montre que le parti conservateur ressemble de plus en plus au parti républicain. En fait, il est devenu le parti républicain du Nord,